

Vive le 1^{er} mai !

En Iran célébrer le 1^{er} mai est passible de peine de prison ! Les manifestations des travailleurs et des salariés sont interdites. De temps à autres, seules les organisations inféodées au régime des ayatollahs sont autorisées à organiser des rassemblements, en soutien au régime islamique et contre les travailleurs immigrés, comme l'année dernière. Toute autre manifestation ou tout rassemblement, même au sein de l'entreprise sont interdits et durement réprimés.

Les autorités de la République Islamique d'Iran prennent des mesures draconiennes pour empêcher les travailleurs iraniens d'organiser des manifestations à la journée internationale des travailleurs le 1er mai. Cette année, comme tous les ans, la « prévention » est en marche ; à Sanandaj, dans l'ouest de l'Iran, en vue de la Journée internationale des travailleurs, les autorités ont procédé aux convocations des militants connus afin de les empêcher d'organiser une manifestation quelconque.

Mercredi 20 avril, à Sanandaj les forces de sécurité de l'Etat ont commencé les intimidations contre les défenseurs des droits des travailleurs. Les activistes du mouvement ouvrier Khaled Hosseini, Ghaleb Hosseini et Majid Hamidi, ont été convoqués par le ministère du Renseignement et de la Sécurité du régime. Ils ont été sommés de ne pas participer ni organiser des rassemblements à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs. Partout, dans de grandes villes, des mesures de sécurité répressives ont été mise en œuvre pour empêcher les rassemblements du 1^{er} mai.

En effet la colère monte en Iran. D'après les statistiques officielles, au cours de l'année dernière, tous les 5 jours il y a eu une grève ou protestation de masse organisée par les travailleurs iraniens. Et à chaque fois une partie des grévistes sont licenciés et poursuivis en justice pour « sabotage économique ». Après la signature du compromis sur le nucléaire iranien et les récentes élections en Iran, malgré toute la propagande médiatique du régime, les mêmes problèmes demeurent.

La crise du système capitaliste n'épargne pas l'économie iranienne. Les politiques néolibérales sont appliquées avec une brutalité extrême. Le 1% des plus riches continuent à s'enrichir davantage avec ou sans sanctions internationales, et les retombées tant « espérées » se font attendre pour l'immense majorité des iraniens ; le chômage monte inlassablement, l'inflation à 2 chiffres diminue le pouvoir d'achat des salariés, les salaires ne sont pas payés à temps, les pans entiers de l'économie ferment l'un après l'autre, les privatisations sauvages continuent ...

Face aux mécontentements grandissants, le gouvernement de Rohani ; chantre de « la modération », poursuit sa répression systématique et sans modération contre les militants des mouvements sociaux, en particulier les syndicalistes, les enseignants et ainsi que les ouvriers Afghans, dans le but d'une part de réduire les travailleurs à se soumettre aux conditions de surexploitation et une vie de pauvreté extrême au profit du patronat iranien) et d'autre part, de créer un climat propice à l'investissement étranger. La liste des syndicalistes emprisonnés ou condamnés depuis le début de cette année ne cesse de s'allonger.

Malgré cette répression farouche et systématique, les militants du mouvement ouvrier en Iran continuent leurs luttes incessantes pour obtenir le droit à l'établissement des organisations indépendantes des travailleurs et des salariés, le droit à faire grève et à avoir des salaires décentes. Ils luttent pour les libertés civiques et politiques, pour l'égalité homme-femme et pour la justice sociale.

Soutenons la lutte des travailleurs en Iran !

Vive la solidarité internationale !

Vive la liberté !

Vive le socialisme !

À bas le République Islamique d'Iran